

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2011

A compter de ce trimestre, la synthèse du Bulletin trimestriel de conjoncture économique de l'IEDOM est remplacée par cette Note expresse *Tendances conjoncturelles*. Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

La reprise mondiale se confirme

Au premier trimestre 2011, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie et étendue à l'ensemble des zones, grâce au rebond du commerce international. La catastrophe qui a touché le Japon ne devrait avoir qu'un impact limité sur la croissance mondiale (0,1 point en 2011) mais l'effet sur le PIB japonais pourrait atteindre 3 points de PIB. Ce pays vient d'ailleurs d'entrer en récession. Des risques doivent cependant être surveillés : prix du pétrole et des matières premières, surchauffe dans les BRICs, soutenabilité des dettes publiques et effets potentiels d'une crise de la dette souveraine sur un secteur financier qui reste fragile.

Le PIB des États-Unis enregistre une progression de 0,4 % (soit 1,8% en rythme annualisé), moindre qu'au trimestre précédent sous l'effet d'une diminution de la consommation intérieure. Dans les pays émergents, la croissance de l'activité est restée soutenue.

En Europe, la reprise est plus soutenue que prévu : le PIB de la zone euro augmente de 0,8% par rapport au trimestre précédent, tout comme celui de l'UE27. Ce mouvement a été porté par l'Allemagne, la France, l'Autriche et les Pays-Bas mais les pays confrontés aux inquiétudes sur la dette souveraine enregistrent une croissance beaucoup plus faible, le Portugal entrant même techniquement en récession. Après 2 ans de stabilité à un niveau historiquement bas, les taux directeurs de la BCE ont été relevés de 25 points de base compte tenu des risques pesant sur la stabilité des prix.

En France, le PIB enregistre sa plus forte hausse depuis 2006, atteignant 1%, contre 0,3% au trimestre précédent sous l'effet de l'accélération de la consommation des ménages et surtout de l'investissement, ainsi que d'une reconstitution importante des stocks.

Les perspectives de la zone Caraïbe s'améliorent

Les perspectives économiques des pays de la Caraïbe se sont améliorées au 1er trimestre du fait de la reprise mondiale : le FMI prévoit une croissance de la zone de 4,25 % en 2011, bien que la flambée des prix de l'alimentation puisse peser sur l'inflation et les revenus. Cette dynamique tient pour une large part à la vigueur économique de la République Dominicaine et à la reconstruction en Haïti. Si l'on exclut ces deux pays, la projection de croissance pour la Caraïbe est ramenée à 2,25 %. Le regain du tourisme soutient la reprise : les arrivées de touristes dans la zone devraient augmenter de 5 % en 2011, et dépasser les 23 millions de visiteurs.

A Trinidad et Tobago, l'inflation a atteint 9,4 % en glissement annuel à fin mars, sous l'effet de l'augmentation de 21,3 % des prix des produits alimentaires. A la Jamaïque, la demande domestique et la croissance sont restées faibles au 1er trimestre. L'inflation est restée contenue (+0,5 %), après la forte hausse des prix enregistrée au trimestre précédent (+3,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB devrait progresser de 1 à 2 %.

En République dominicaine, le PIB a augmenté de 4,3 % (à prix constants) au 1^{er} trimestre, à un rythme toutefois moins soutenu qu'au 1^{er} trimestre 2010 (+7,5 %) sous l'effet d'une politique monétaire restrictive. La quasi-totalité des secteurs d'activité est en croissance. Le nombre de touristes s'est sensiblement accru (+3,3 %). Les tensions inflationnistes sont cependant vives, les prix progressent de 7,6 % en glissement annuel à fin mars.

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A LA MARTINIQUE

Le climat des affaires se maintient dans un contexte économique et social incertain

Le trimestre a été marqué par une succession de conflits sociaux qui ont affecté la bonne marche de l'économie. Le blocage total du port de Fort-de-France pendant trois semaines a conduit à une désorganisation de toute la chaîne logistique des entreprises. La grève de quinze jours des transporteurs de béton et des carrières a pénalisé les professionnels du BTP en fin de période. Le conflit à EDF, qui a débuté en février et se poursuit au deuxième trimestre, a régulièrement entraîné des délestages.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) reflète bien le moral en berne des chefs d'entreprises dont les activités ont été dans l'ensemble très perturbées par ces événements. L'ICA a peu évolué par rapport au trimestre précédent. Alors que la fin d'année 2010 semblait marquer le début d'un retour à son niveau moyen de longue période, il est pratiquement stable sur le trimestre (+0,4 point), l'appréciation négative portée sur la période écoulée étant nuancée par des perspectives un peu meilleures.

Dans ce contexte, le marché de l'emploi a continué à se dégrader. La consommation des ménages est moins bien orientée qu'en fin d'année et l'investissement des entreprises est peu dynamique dans un environnement économique et social incertain.

Tous les secteurs ne sont pas touchés à l'identique et le tourisme montre en particulier des signes de reprise. Les perspectives de l'ensemble des secteurs indiquent une stabilité pour le second trimestre.

Une hausse des prix due à l'énergie

A fin mars 2011, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 1,5 % sur le trimestre, essentiellement en raison des prix de l'énergie (+7,4 %), contre 0,1 % au quatrième trimestre.

Sur un an, le glissement de l'indice s'établit à 2,6 %. Les prix de l'énergie (+16,9 %) et, dans une moindre mesure, ceux des services ont contribué à cette augmentation. Les prix des produits manufacturés et de l'alimentation ont peu varié (+0,6 %). Hors énergie, la hausse des prix est modérée (+1,3 %).

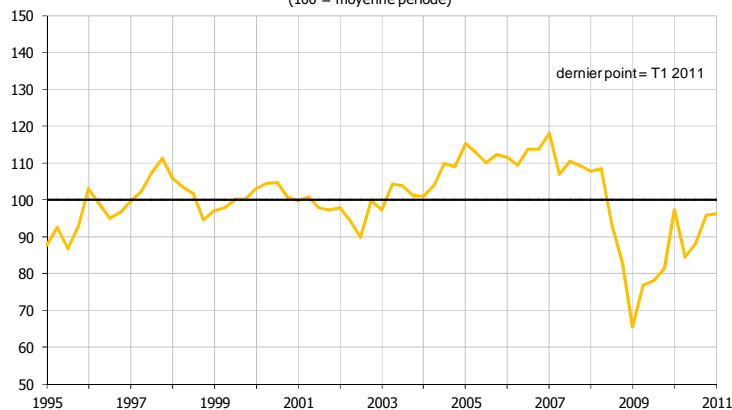
Un marché de l'emploi toujours tendu

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) a progressé de 2,5 % par rapport à fin décembre 2010. Avec 41 262 DEFM A, l'indicateur de chômage s'établit à 25 %, en hausse de 0,6 point sur trois mois. En revanche, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi s'est inscrit en baisse de 1,1 % sur le trimestre.

Les offres d'emploi enregistrées sont en progression de 20,7 % par rapport au quatrième trimestre 2010. Toutefois, les offres d'emplois durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois) reculent de 14,9 % sur le trimestre.

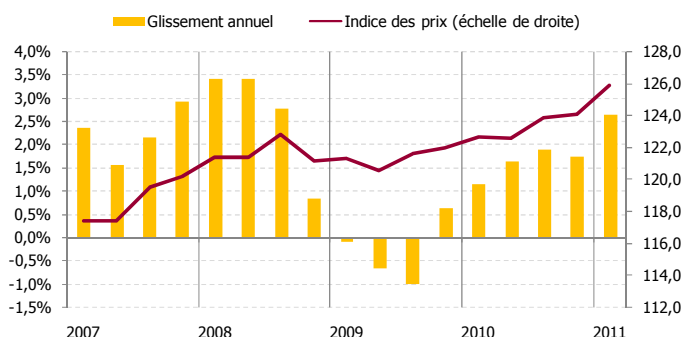
Sur un an, le nombre de DEFM A augmente de 4,9 % (cvs). Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi enregistrées sur un an s'inscrit en hausse de 5,6 %.

Indicateur de climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



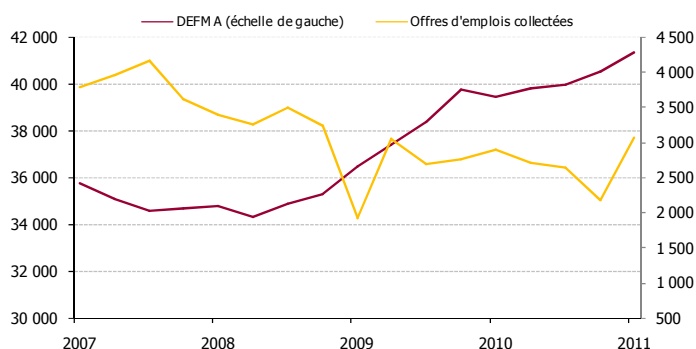
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee

Demandeurs d'emploi et offres d'emplois collectées (cvs)



Atonie de la consommation des ménages

La consommation des ménages est mitigée, dans un contexte de poursuite de la dégradation de l'emploi. Le chiffre d'affaires de la grande distribution est stable par rapport au trimestre précédent (-0,8 % en données cvs ; +4,1 % sur un an). Après l'arrêt au 31/12/2010 de la prime à la casse, les immatriculations de véhicules sont orientées à la baisse aussi bien sur le trimestre (-54,6 %) qu'en glissement annuel (-4,3 %). Les importations de biens de consommation reculent de 10,1% sur le trimestre, après une hausse de 10,2 % au trimestre précédent.

Les effets bénéfiques de la période des soldes du 12 janvier au 15 février semblent limités. Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font état d'un ralentissement de l'activité liée notamment à l'incidence de la grève du Port sur leurs stocks.

Les encours de crédit à la consommation des ménages ont enregistré une diminution sur le trimestre (-1,2 %). La situation financière des ménages reste fragile : le nombre de dossiers de surendettement progressent de 38,9 % sur un an mais le nombre de personnes physique en interdiction bancaire est en léger retrait (-0,7 % sur le trimestre ; -4,6 % sur un an).

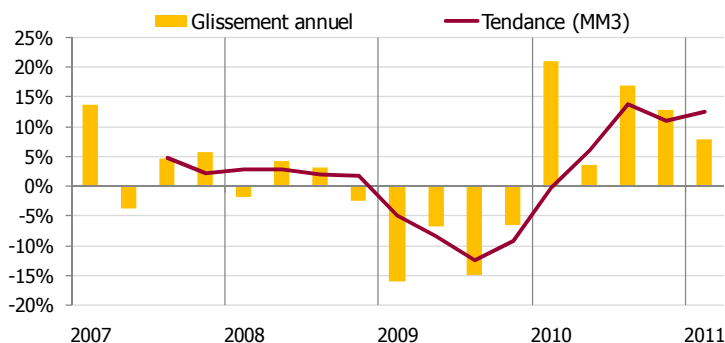
Manque de vigueur de l'investissement

Les prévisions d'investissement sont prudentes, selon les résultats de l'enquête de conjoncture. Les incertitudes quant à l'évolution du contexte économique et social ont contraint certains chefs d'entreprises à reporter leurs décisions d'investissements. A l'exception des activités du commerce, les intentions d'investissements de l'ensemble des secteurs se sont révélées modérées.

Au premier trimestre 2011, les ventes de véhicules utilitaires se sont contractées (-28,4 % sur le trimestre après une hausse de 44,4 % au trimestre précédent). De même, les importations de biens d'équipement ont diminué de 31,9 % après la hausse de 42,6 % enregistré au trimestre précédent.

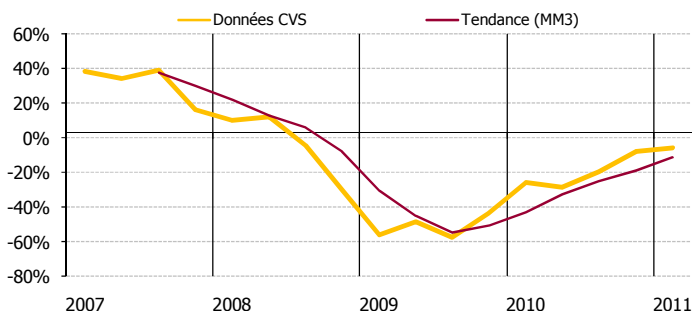
En glissement annuel, les importations de biens d'équipement sont en retrait de 4 %. Parallèlement, l'encours des crédits à l'investissement des entreprises est resté stable au premier trimestre tout comme les encours de crédit à l'habitat des ménages (+0,5 %), signe d'un faible dynamisme.

Importations de biens de consommation



Source: Douanes

PREVISIONS D'INVESTISSEMENT



Les soldes sont centrés sur leur moyenne de longue période

Source: Enquête de conjoncture de IIEDOM

Contraction des échanges extérieurs

En liaison avec la grève du port, les importations s'inscrivent en baisse de 4,1 % (cvs) par rapport au quatrième trimestre mais restent supérieures à celles du premier trimestre 2010 (+1,5 %). De même, les exportations accusent un net repli de 30,6 % (cvs) par rapport au quatrième trimestre 2010 en raison notamment du blocage des expéditions de bananes.

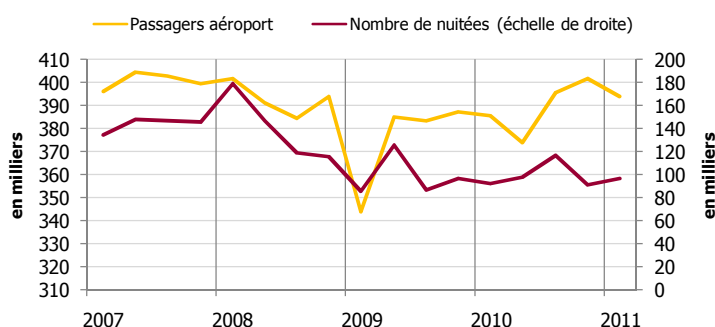
UNE ACTIVITÉ CONTRASTÉE SELON LES SECTEURS

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité économique était mitigée au premier trimestre. Le secteur du tourisme a confirmé l'orientation favorable amorcée le trimestre précédent, alors que le BTP et le commerce ont fait état d'un redressement modéré de leur courant d'affaires. L'activité des secteurs de l'agriculture et de l'industrie s'est toutefois dégradée en liaison avec les perturbations liées à la grève du Port.

Pour le troisième trimestre consécutif, le courant d'affaires du **secteur du BTP** est moins dégradé que le trimestre précédent. Toutefois, le secteur a été pénalisé par la grève des transporteurs de matériaux qui a conduit à deux semaines d'arrêt de chantier. Les ventes de ciment se sont repliées de 1,2 % (cvs) par rapport au quatrième trimestre après la hausse de 6,1 % enregistrée à fin décembre 2010.

L'activité du **tourisme** reste bien orientée. La haute saison retrouve des couleurs après deux années difficiles, grâce aux actions de promotion de la destination et aux reports de séjours d'une partie de la clientèle du bassin méditerranéen. Le taux d'occupation des hôtels ne progresse cependant pas encore (71 % à fin mars, soit -0,9 point sur un an) mais les évolutions sont différenciées : le taux d'occupation de l'hôtellerie classique est en légère baisse (-1,1 point sur un an), celui des hôtels club est en net progrès (+4,1 points), selon le club des professionnels du séjour de la Martinique.

Evolution comparée du nombre de nuitées dans l'hôtellerie et du trafic aérien (en données cvs)



Source: CCIM - Insee

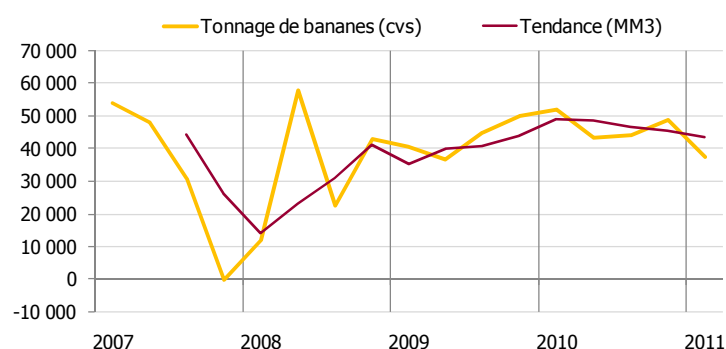
L'activité du secteur des **services aux entreprises** a bénéficié d'une légère amélioration d'activité en liaison avec le redressement du courant d'affaires perceptible notamment dans les secteurs du BTP et du tourisme.

Au sein des différents **secteurs industriels (agro-alimentaires et autres industries)**, l'activité a été contrainte par des perturbations logistiques (ayant conduit à des ruptures de stocks) et par les délestages électriques dus à la grève d'EDF. Les conditions climatiques du trimestre (forte pluviométrie) n'ont pas favorisé le courant d'affaires dans le secteur des boissons et des glaces. Globalement, les chefs d'entreprises ont fait part d'une diminution de leur volume d'affaires.

Au sein du **secteur primaire**, la filière banane a subi les conséquences du blocage du port : les expéditions de bananes se sont repliées de 23,2 % en données cvs par rapport au trimestre précédent et de 28,2 % sur un an. Toutefois, la profession a bénéficié d'une meilleure orientation des prix : à fin mars 2011, le kilogramme de banane s'est échangé à 0,82 € contre 0,59 € à fin décembre 2010.

Les filières d'élevage bénéficient d'une orientation plus favorable. Les abattages de viandes sont en progression de 0,8 % sur un an, sous l'effet de la hausse des viandes bovines (+14,6 %) et de la baisse des viandes porcines (-13,7 %). Néanmoins, le département reste fortement dépendant des importations.

Expéditions de bananes vers l'union Européenne



Source: Fel Hebdo